

DOSSIER D'APPEL À PROJET

LIBELLE : Initiations, Découvertes métiers et Développement des compétences pour les participants du PLIE des Graves

Code : APG2016A

Date de début de mise en ligne : **03/03/2016**

Date de fin de mise en ligne : **31/03/2016**

Sommaire

1. Cadre général

- 1.1 Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole 2014-2020,
- 1.2 Le protocole d'accord du PLIE 2015/2019
- 1.3 Modalités de réponse à l'Appel à Projet

2. Cahier des charges

Opération : Initiations métiers et développement des compétences

APPEL À PROJET AG3PLIE

Libellé : Initiations métiers et développement des compétences

Période : 2016/2017

1. Cadre général :

1.1 Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole 2014-2020,

Axe prioritaire 3

Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion

Objectif thématique 9 : « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination »

Priorité d'investissement 9.1 : « L'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi »

Objectif spécifique 1 :

Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale (codification 3.9.1.1)

Les changements attendus :

Accroître le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi ;

Renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement :

- en développant l'ingénierie de parcours afin que ces derniers soient mieux adaptés aux difficultés rencontrées par les personnes ;
- en activant si nécessaire l'offre de formation ;
- améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion.

Objectif spécifique 2 :

Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion (codification 3.9.1.2)

Les changements attendus :

Accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi ;

Renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement :

- en prenant davantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle ;
- en activant si nécessaire l'offre de formation.

Objectif spécifique 3 :

Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire (ESS) (codification 3.9.1.3)

Les changements attendus :

- Créer les conditions d'une animation renouvelée de l'offre d'insertion ;
- Augmenter le nombre d'accords territoriaux de coordination de l'offre d'insertion ;
- Améliorer la lisibilité de l'offre d'insertion dans les territoires ;
- Développer l'Économie Sociale et Solidaire.

Type d'actions à financer :

Au titre de l'objectif spécifique 1 « Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale », sont soutenues (codification 3.9.1.1)

a) La mise en œuvre de parcours individualisés et renforcés vers l'emploi eu égard aux différents types de freins à lever, dans une approche globale de la personne :

- Mise en œuvre d'un accompagnement renforcé : il s'agit d'amener la personne à conduire un projet professionnel construit par exemple, via un référent unique de parcours ou dans le cadre d'un accompagnement global.
- Mise en œuvre de certaines des étapes constitutives du parcours visant à :
 - caractériser la situation de la personne, identifier ses besoins et élaborer avec elle son projet professionnel, en privilégiant les diagnostics pluridisciplinaires et partagés ;
 - lever les freins professionnels à l'emploi, y compris pour les salariés de contrats aidés du secteur non marchand : formations spécifiques en réponse à la nécessité de continuité et de dynamisation du parcours (notamment dans le domaine des TIC), lorsque les dispositions prévues en matière de formation n'apportent pas une réponse individualisée adaptée ; mise en situation professionnelle (périodes d'immersion, de stage, d'évaluation en milieu de travail, tutorat, accompagnement des volontaires du service civique...) et travail dans les structures d'insertion par l'activité économique avec un accompagnement socioprofessionnel spécifique ;
 - lever les freins sociaux à l'emploi notamment par des mesures d'acquisition des compétences de base (notamment dans le domaine des TIC), d'aide à la mobilité, de garde d'enfants..., en soutenant leur mise en œuvre lorsque les solutions n'existent pas ou de manière insuffisante dans le territoire considéré et dès lors que ces actions s'inscrivent dans un parcours d'accompagnement vers l'emploi.

b) L'orientation, la formation et l'accompagnement des jeunes très désocialisés

c) L'amélioration de l'ingénierie de parcours :

Il s'agit de soutenir l'élaboration d'outils d'ingénierie des parcours qui formalisent les démarches, les méthodes en matière d'orientation des publics, de partage de diagnostics, de sécurisation des étapes du parcours d'articulation entre accompagnement social et professionnel.

Au titre de l'objectif spécifique 2 « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion » (codification 3.9.1.2)

a) La mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à une plus large palette de choix professionnels et d'opportunités d'emploi :

- L'intégration d'une dimension « inclusion » dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale (GPECT) et dans le dialogue social territorial : mobilisation des entreprises, filières, branches professionnelles, acteurs territoriaux de l'inclusion et partenaires sociaux ;
- Le développement de l'expérimentation de nouvelles pratiques partenariales de collaboration avec les employeurs, les partenaires sociaux, les représentants des branches et les acteurs de la GPECT dans la définition des stratégies de lutte contre la pauvreté et l'inclusion ;
- La capitalisation et la valorisation d'expériences / expérimentations réussies avec les employeurs. Dans ce cadre, seront particulièrement mises en avant les bonnes pratiques en matière d'articulation des temps de la vie privée et de la vie professionnelle, de soutien au développement de nouvelles formes d'organisation du travail (télétravail...) et de soutien aux solutions de garde d'enfants ;
- La définition d'approches et de méthodes adaptées pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion, afin de développer les solutions de mise en activité et de retour à l'emploi ;
- Les démarches de médiation vers l'emploi visant à travailler conjointement les besoins de l'entreprise et les compétences du futur salarié ;
- Les démarches d'animation territoriale visant à rapprocher les acteurs de l'emploi des branches et des partenaires sociaux ;
- Les démarches conduites au titre de la relation employés / employeurs de l'économie sociale et solidaire ;
- La formation et la professionnalisation des acteurs de l'insertion.

b) Le développement de la responsabilité sociale des entreprises :

- Il s'agit de soutenir prioritairement les projets permettant l'intégration de publics très éloignés de l'emploi et favorisant la diffusion des démarches de développement durable dans les entreprises ;
- Les actions permettant de développer les clauses sociales dans les marchés de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics et privés sont particulièrement visées : sensibilisation, conseil et travail partenarial avec les donneurs d'ordre, diagnostic des opérations, rédaction et inscription des clauses sociales dans les appels d'offres, information et accompagnement des entreprises, ciblage des publics en insertion et mise en relation avec les entreprises adjudicataires, accompagnement dans l'emploi ; la promotion et l'évaluation des clauses d'insertion dans les marchés publics et dans les achats privés.

c) La coopération entre les entreprises du secteur marchand et les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) :

- Accompagnements collectifs des entreprises du secteur marchand et des SIAE pour faciliter le rapprochement et les collaborations territoriales, notamment en permettant un accompagnement mis en œuvre conjointement par des entreprises et des structures d'utilité sociale ;
- Le soutien et l'accompagnement des projets favorisant les relations et le rapprochement entre les SIAE et les entreprises du secteur marchand pour faciliter le retour des personnes vers l'emploi marchand.

Au titre de l'objectif spécifique 3 « Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire » sont soutenus (codification 3.9.1.3) :

- L'appui à la définition et à la mise en œuvre des pactes territoriaux d'insertion et d'autres cadres de coordination ad hoc afin d'améliorer la gouvernance des stratégies territoriales d'insertion ; à ce titre, les Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) pourront être soutenus dès lors qu'ils apportent des solutions en matière d'insertion des publics en difficulté innovantes eu égard aux défis environnementaux (chantiers de réhabilitation des milieux naturels et de préservation de la biodiversité) et aux besoins sociaux ;
- La réalisation de diagnostics, d'études, d'outils, permettant d'apporter une vision partagée et actualisée des publics et des acteurs de l'offre territoriale d'insertion et de modéliser, de capitaliser et d'évaluer des expériences en matière d'innovation sociale et d'ingénierie d'insertion ;
- La création, le développement et l'expérimentation d'outils de coordination notamment s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication (plates-formes interopérables) ;
- Les projets porteurs de réponses nouvelles à des besoins émergents. En matière de renouvellement de l'offre d'insertion, ces innovations peuvent concerner le service rendu en matière d'accompagnement vers l'emploi, les modes de construction des parcours d'insertion, de coordination des acteurs et des étapes de parcours, d'implication des parcours, d'implication des personnes bénéficiaires, de mobilisation des employeurs... ;
- Les projets innovants eu égard aux défis environnementaux et aux besoins sociaux ;
- Les projets de modélisation, de capitalisation et d'évaluation des expériences en matière d'innovation sociale et l'ingénierie de projet en faveur du développement de l'innovation sociale ;

1.2 Le protocole d'accord du PLIE 2015/2019

Le PLIE des Graves est porté par l'association A.DE.L.E, Association pour le Développement Local et l'Emploi.

L'association met en œuvre le PLIE dans le cadre des dispositions prévues par l'Article L 5131-2 du Code du Travail qui stipule « Afin de faciliter l'accès à l'emploi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre de parcours individualisés en associant accueil, accompagnement social, orientation, formation, insertion et suivi, les communes et leurs groupements peuvent établir des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi dans le ressort géographique le plus approprié à la satisfaction des besoins locaux. Les autres collectivités territoriales, les entreprises et les organismes intervenant dans le secteur de l'insertion et de l'emploi peuvent s'associer à ces plans. ».

La mise en œuvre du PLIE est fondée sur un Protocole d'Accord conclu entre l'Etat, les collectivités du territoire d'intervention et le Département de la Gironde.

Les réponses à l'appel à projet s'inscrivent dans le cadre des orientations définies dans chaque protocole par chaque PLIE composant AG3PLIE.

Le financement des actions du PLIE, s'inscrit dans la programmation d'opérations du Fonds Social Européen (FSE).

Grace à son taux d'intervention de 50 %, le FSE permettra, par son effet levier, de mobiliser des financements sur 6 années en faveur de l'insertion professionnelle des personnes les plus en difficulté.

La gestion des opérations FSE fait l'objet d'une Convention de Subvention Globale conclue entre l'Etat et AG3PLIE, association de gestion intermédiaire FSE auquel le PLIE des Graves adhère.

Le présent Appel à Projet doit permettre de solliciter des structures candidates pour contribuer à la mise en œuvre d'une opération Initiations, Découvertes métiers et Développement des compétences pour les participants du PLIE des Graves, pour la période 2016-2017.

1.3 Modalités de réponse à l'Appel à Projet

Le présent appel à projets est téléchargeable sur le site internet du PLIE des Graves :
www.adele-begles.fr

L'Appel à projet est scindé en plusieurs cahiers des charges correspondant chacun à une opération rattachée à un objectif spécifique du Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen (PON FSE) pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole 2014-2020.

Chaque opération peut comporter une ou plusieurs actions. Les Cahiers des Charges précisent le nombre et la nature des actions à réaliser pour chaque opération.

La mise en œuvre des actions des opérations peut faire l'objet d'achats de prestations. Dans ce cas ces achats de prestations devront être réalisés avec une mise en concurrence selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Une seule opération sera mise en œuvre au titre de cet appel à projet : « Initiations, Découvertes métiers et Développement des compétences pour les participants du PLIE des Graves ».

Cette opération devra faire l'objet d'une demande de subvention individuelle.

Dépôt des projets :

Chaque projet de mise en œuvre d'une opération doit faire l'objet du dépôt d'une demande de subvention.

Les demandes de subvention FSE devront être saisies, sur le site « Ma démarche FSE 2014 – 2020 » :
https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html

Lors de la première connexion, un compte « Bénéficiaire FSE » devra être créé sur le site, avant de déposer une demande de subvention.

La demande de subvention sur le site « Ma démarche FSE 2014 – 2020 » permet de décrire les moyens mobilisés et les modalités de mise en œuvre de l'opération.

Sélection des projets et programmation des opérations FSE :

Les Projets faisant l'objet d'une demande de subvention sont instruits par l'association AG3PLIE, Organisme Intermédiaire FSE, suivant les dispositions prévues par le Guide du Gestionnaire de Dossier d'Opération Fonds Social Européen (DGEFP – Mai 2010).

Cette instruction débute par :

- L'enregistrement des Offres (Demande de Subvention) déposées dans les délais avec édition d'une attestation de dépôt.
- L'étude de la recevabilité des Offres (Complétude des dossiers) avec édition d'une attestation de recevabilité pour les dossiers complets.

Pour plus d'information :

<http://www.avise.org/ressources/depot-dune-demande-de-subvention-sur-ma-demarche-fse>

Critères de sélection des Projets :

- Références du candidat : 50%
- Moyens mis en œuvre pour réaliser l'action : 30%
- Coût global de l'action : 20%

C'est le Conseil d'Administration d'AG3PLIE, après instruction, qui sélectionne les projets et valide la programmation des opérations FSE.

Des conventions sont ensuite conclues entre AG3PLIE et les structures retenues, bénéficiaires d'une subvention FSE, pour participer à la mise en œuvre du PLIE.

Personne chargée du suivi de la demande de subvention :

Mme Carine Marini, Assistante de Gestion

Coordonnées postales :

AG3PLIE – PLIE des Graves

A.DE.L.E, BT Emploi, Terres Neuves

Avenue Robert Schuman - 33 130 Bègles

Tél : 05 56 49 62 75

E-mail : ag3pliegraves@orange.fr

2. Cahier des charges :

Dispositif PLIE DES GRAVES 1

Objectif spécifique 1 :

Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale (codification 3.9.1.1)

Libellé de l'opération :

Initiations, Découvertes métiers et Développement des compétences pour les participants du PLIE des Graves

Le contexte local :

Le P.L.I.E. des Graves (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) s'inscrit dans un cadre politique de lutte contre le chômage et l'exclusion et s'adresse aux hommes et aux femmes, jeunes et adultes qui, par manque de qualification ou d'expérience professionnelle, ou en raison d'une situation personnelle ou sociale particulière, ont des difficultés majeures à trouver un emploi.

Le plan vient renforcer ou compléter les dispositifs existants au niveau local dans les domaines de l'insertion sociale et professionnelle.

Il a pour cadre de référence le protocole d'accord 2015/2019 signé par ses partenaires, que sont les collectivités locales adhérentes, le Département de la Gironde et l'Etat, en concertation avec les partenaires du Service Public de l'Emploi. Il est disponible sur **www.adele-begles.fr**.

Le P.L.I.E. des Graves couvre le territoire de Bègles et de la Communauté de Communes de Montesquieu. Il accompagne en file active 300 à 350 participants.

La mise en œuvre de cette opération nécessite une bonne expertise en matière d'ingénierie de parcours, une bonne connaissance de l'offre d'insertion du territoire, et une forte proximité avec les partenaires du P.L.I.E

Les structures candidates devront démontrer leur ancrage local et l'existence d'un partenariat territorial opérationnel sur ce territoire.

Cette opération bénéficie de co-financement provenant du Fonds Social Européen.

A ce titre, tout candidat répondant à cet appel à projet devra se soumettre au règlement du Fonds Social Européen et notamment s'engager à respecter les règles et priorités des politiques communautaires, notamment :

- l'obligation de publicité du FSE sur toute communication de l'opération cofinancée,
- le respect des priorités transversales,
- la détermination et la certification des ressources mobilisables autres que le FSE,
- l'administration d'un questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans l'opération,
- la saisie des indicateurs dans ma démarche FSE,
- la conservation et la présentation des pièces pendant 10 ans minimum après l'échéance de la convention.

Le candidat devra justifier de la régularité de sa situation juridique, de sa viabilité financière et de capacités administratives suffisantes pour la mise en œuvre de l'opération proposée.

Objectifs de l'opération :

- o Développer les compétences et l'opérationnalité des participants sur des métiers en tension qui recrutent
- o Proposer des initiations et découvertes métiers en lien avec les secteurs en tension

- Mobiliser les employeurs du territoire des secteurs d'activité en tension
- Développer et coordonner de nouvelles étapes de parcours pour les participants du PLIE des Graves
- Proposer un premier niveau de qualification
- Favoriser l'accès à des parcours de formation qualifiant
- Favoriser l'accès à l'emploi des participants du PLIE

Contenu de l'opération :

- Ingénierie et coordination d'actions d'initiations et de découverte de métiers dans les secteurs en tension notamment Services à la Personne, hygiène et entretien des locaux, restauration collective, sécurité, bâtiment ...et proposant un premier niveau de certification.
- Ingénierie et coordination d'actions visant l'acquisition de compétences de base dans les domaines des savoir être , des Techniques de Recherche d'emploi ,de la mobilité ,des TIC et proposant un premier niveau de certification
- Coordination étroite entre référentes et prestataires chargés de la mise en œuvre des actions
- Suivi des indicateurs de réalisation
- Suivi de la saisie des étapes de parcours en lien avec les référentes et l'équipe d'animation du PLIE

Les actions seront mises en œuvre en mode prestation.

Une recherche de complémentarité avec les dispositifs mis en œuvre dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion du Conseil Départemental de la Gironde et de l'offre de service de Pôle Emploi sera systématiquement recherchée pour la mise en œuvre de cette opération.

Public visé :

198 participants du PLIE des Graves positionnés par les référent(e)s.

Structure bénéficiaire:

La structure chargée de la mise en œuvre de cette opération est partie prenante des orientations définies dans le Protocole d'accord du P.L.I.E des Graves. Elle est sollicitée sur son expertise liée au domaine de l'insertion.

Les obligations de la structure :

- Mettre à la disposition des équipes dédiées à cette opération l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne réalisation de la mission (logistique notamment).
- Garantir la confidentialité des renseignements collectés dans les dossiers individuels des personnes accompagnées.
- Assurer la continuité du service en cas d'empêchement (congés, absence de moyenne ou longue durée).
- Vérifier la saisie des étapes dans ABC VIeSION
- Saisir les données dans MDFSE

Moyens et Méthode :

Décrire les moyens mobilisés et les modalités de mise en œuvre dans le dossier de demande de subvention en ligne sur « <https://ma-demarche-fse.fr> » après création de votre compte.

Durée/ Calendrier :

- 01 avril 2016- 31 décembre 2017

Lieux :

- Territoire du P.L.I.E. des Graves

Les indicateurs d'évaluation de l'action :

- Nombre de participants ayant bénéficié des actions
- Typologie des sorties de l'action
- Impact de l'action sur le parcours

Les justificatifs requis (pièces non comptables de valeur probante) :

- Questionnaire de recueil des données DGEFP complété dans l'ensemble de ses parties
- une attestation de démarrage de l'action
- les émargements des participants pour chaque action (instruction DGEFP2012-11)
- un bilan individuel par participant
- une attestation de formation ou diplôme ou titre par participant
- la fiche de prescription
- contrat d'engagement PLIE du participant

Critères d'évaluation de l'offre :

- Références du candidat : 50%
- Moyens mis en œuvre pour réaliser l'action : 30%
- Coût global de l'action : 20%

Date et lieu de remise des offres :

- Via le site « https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html » après création de votre compte
- Le 31/03/2016

RENSEIGNEMENTS - Personnes chargées du suivi :

Carine Marini, Assistante de gestion AG3PLIE
☎ 05.56.49.62.75
✉ ag3pliegraves@orange.fr
www.adele-begles.fr